

# Expression politique - Décembre 2017

## **Groupe Priorité Saint-Egrève**

### **Nos enfants, une priorité pour Saint-Egrève**

---

La municipalité a toujours eu à coeur de mettre l'enfance comme une priorité de mandat. Ainsi nous avons largement investi dans les groupes scolaires de la ville et nous continuerons de le faire à l'image de la rénovation complète du groupe Barnave. Pourquoi une rénovation et non une reconstruction ? Car cela permet de conserver les capacités d'accueil et les résultats sont souvent à la hauteur des attentes comme ce fut le cas pour l'école maternelle de la Monta. Le plan numérique a aussi concerné toutes les écoles et c'est une réussite qui s'affiche aujourd'hui.

L'enfance passe également par les rythmes scolaires pour lesquels la ville s'est investi pleinement dès 2013. Le résultat est là puisque nos jeunes Saint-Egrévois bénéficient d'une palette d'activités qui permettent l'éveil. La municipalité a mis des moyens humains et financiers pour arriver à ce niveau de prestation. C'est une chance pour les enfants qui peuvent ainsi poursuivre leur journée par des apprentissages adaptés et qualitatifs.

Sortis de l'école, les structures culturelles et sportives prennent le relais avec un niveau d'équipement digne d'une ville de 20.000 habitants alors que Saint-Egrève n'en compte que 16.000. Nous avons voulu investir pour proposer à tous des bâtiments de qualité au sein desquels les associations et les particuliers peuvent s'épanouir dans leurs loisirs.

Avec des journées et des semaines bien remplies, nos enfants peuvent connaître une fatigue bien compréhensible. Les nouveaux rythmes scolaires en sont-ils les responsables ou alors est-ce les activités associatives ou tout simplement une heure tardive de coucher ? Il est certain que c'est tout un ensemble qui donne à nos enfants des agendas de ministres et il faut veiller chacun à notre place, à leur rythme et à ce qu'ils aient des temps de repos. La ville propose des activités et des possibilités mais c'est aux familles de disposer.

*Pascal de FILIPPIS*

*Président du Groupe Priorité Saint-Egrève*

## **Groupe Saint-Egrève Autrement**

### **La semaine de 4 jours des écoliers : une anomalie française**

---

---

Le gouvernement autorise les villes qui le souhaitent à revenir à la semaine de 4 jours d'école alors qu'aucune étude d'impact sur la semaine de 4 jours ½ n'a été réalisée. En terme de temps scolaire, la France cultive un véritable paradoxe : le nombre de jours d'école annuel le plus bas (162 aujourd'hui, 144 en semaine de 4 jours contre 183 en moyenne dans l'UE) et le nombre d'heures de classe quotidien le plus important d'Europe (5h15 ou 6 heures contre 4h15 en moyenne dans l'UE - notre graphique) !

Les écoliers français reçoivent donc l'enseignement le plus concentré d'Europe, à la limite du supportable. Quel parent n'a pas observé des enfants épuisés la veille des vacances scolaires ? Et pour quel résultat ? En sciences et compréhension écrite la France est au 26ème rang du classement international mis en place par l'OCDE (PISA), tandis que les pays qui font mieux (Allemagne 15ème Finlande 5ème) ont des enseignements quotidiens bien moins denses. L'OCDE a récemment regretté la décision Française de permettre la semaine de 4 jours qui va à l'encontre du rythme naturel des enfants, affecte leur sommeil et amplifie les difficultés des plus fragiles.

Ce recul vers la semaine de 4 jours signifierait aussi l'abandon de la possibilité pour tous d'accéder aux activités périscolaires, accroissant ainsi les inégalités sociales.

Sommes-nous sûr de vouloir revenir en arrière ?

*Groupe Ecologie, Solidarité, Citoyenneté*

*Françoise CHARAVIN, Jean Marcel PUECH et Hassan BELRHALI ([hassan.belrhali.ps@gmail.com](mailto:hassan.belrhali.ps@gmail.com))*



## ***Groupe Ecologie, Solidarité, Citoyenneté***

### **Roundup : bon débarras !**

---

Nous avons tous à la maison des produits très toxiques et nous ne le savons pas toujours ! Le Roundup, "désherbant total" d'après son fabricant Monsanto, est un poison, pour nous et la planète. Son principe actif, le glyphosate, est considéré comme cancérigène probable par le Centre International de Recherche sur le Cancer. Désherbant le plus vendu au monde, il est toxique même à faible dose et probablement responsable de nombreux cancers chez les agriculteurs et chez les particuliers. Du bidon, il passe dans le sol, tue les herbes mais se propage dans les plantes qui sont cultivées ensuite sur cette même terre ; par les plantes, il passe dans les aliments comme le pain ou la bière ; contamine les nappes phréatiques et pollue l'eau pour très longtemps.

Nous en avons tous dans notre corps. C'est également un perturbateur endocrinien. Il a enfin un impact négatif sur les insectes pollinisateurs en limitant leur nourriture.

Encore en vente jusqu'à fin 2018 pour les particuliers, il est déjà depuis janvier dernier totalement

interdit dans tous les jardins publics et aussi ceux qui sont ouverts au public, comme tous les pesticides chimiques.

Débarrassons-nous donc vite de ce poison : trions nos produits de jardinage et éliminons tous les herbicides (désherbants) et pesticides chimiques destructeurs de biodiversité.

Mais attention, pas dans nos poubelles ! Ces produits doivent être apportés à la déchetterie pour une destruction dans de bonnes conditions.

Et reprenons la binette !

*Laurent Amadiou, Brigitte Ruef, Eric Bruyant, [groupe.eco.sol@orange.fr](mailto:groupe.eco.sol@orange.fr)*

## ***Groupe Front de Gauche - PCF***

### **Hara-kiri par la Majorité !**

---

Le Conseil Municipal du 29 novembre a débattu des orientations budgétaires.

Pour la majorité, "La gestion rigoureuse [...] permet d'aborder l'année budgétaire de 2018 de manière sereine". Nous n'avons pas le même sens de la sérénité quand des suppressions de postes sont annoncées ! Etrangement, avec En Marche l'équipe de Daniel Boisset considère qu'il n'y a plus de baisse des dotations aux collectivités, alors que sous Hollande elle se récriait et envoyait des motions au Président ! Cet extrait du rapport d'orientation budgétaire est édifiant : en deux phrases deux affirmations contraires : "Pour 2018, même si la contribution au redressement des comptes publics n'est plus d'actualité, [...]. C'est pourquoi, il est estimé une nouvelle baisse de 137 K€ qui contribuerait à ne plus percevoir cette dotation de l'Etat à partir de 2018."

Oui, le Président de la République exige bien des élus locaux qu'ils réalisent dans les cinq ans à venir 13 nouveaux milliards d'euros d'économie ! En moins de 10 ans, c'est près de 25 milliards d'euros dont nos services publics locaux sont privés. Cette fois, pas de réduction brutale des dotations mais un chantage insupportable sur leur maintien si la collectivité réduit d'elle-même son budget de fonctionnement. Les contrats proposés aux 319 principales collectivités locales de France s'apparentent dès lors à une mise sous tutelle. Conséquences : moins de services publics, moins de subventions pour nos associations, moins de culture, de santé, de sport et de vie sur notre territoire. Elue progressiste, je refuse de nous faire hara-kiri et de faire payer à nos concitoyens les choix budgétaires du Gouvernement. C'est pourquoi j'ai proposé une motion pour refuser de signer ces contrats scélérats en l'état.

Par ailleurs "la Ville de St Egrève dispose d'un potentiel financier par habitant qui est 25 % plus élevé que la moyenne des communes françaises de la strate": elle a donc les moyens aujourd'hui de la désobéissance républicaine et de maintenir ses effectifs d'agents publics.

*Sylvie GUINAND, Front de Gauche-PCF*

<https://gaucheauthentiquestegreve.wordpress.com/> 



**VILLE DE SAINT-ÉGRÈVE**  
36 av. du Général de Gaulle  
38120 SAINT-ÉGREVE  
04 76 56 53 00